



Building a Europe
for and with children

Construire une Europe
pour et avec les enfants

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, le 4 août 2023

CDENF(2023)PV02Final

Comité directeur pour les droits de l'enfant (CDENF)

**Session plénière consacrée aux suites à donner à la Déclaration sur la
situation des enfants d'Ukraine
Rapport de réunion**

En ligne, le 20 juin 2023

Document établi par la Division des droits des enfants

children@coe.int
www.coe.int/cdenf

Projet de rapport de réunion

1. Ouverture de la réunion

1. Le Comité directeur pour les droits de l'enfant (CDENF) a tenu une session plénière en ligne le 20 juin 2023, sous la présidence de Rosário Farmhouse (Portugal).

2. La présidente souhaite la bienvenue à tous les membres, participants et observateurs qui assistent à la réunion consacrée aux suites à donner à la Déclaration sur la situation des enfants d'Ukraine adoptée lors du quatrième Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe (Reykjavik, 16-17 mai 2023) et reproduite à l'annexe II de la Déclaration de Reykjavik. Elle les remercie chaleureusement de s'être rendus disponibles pour participer à cette session plénière ad hoc.

2. Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux

3. Le CDENF adopte son ordre du jour tel qu'il est reproduit à l'annexe I. La liste des participants figure à l'annexe II.

3. Déclaration de la présidente et du secrétariat

4. Le CDENF prend note des informations communiquées par Jeroen Schokkenbroek, directeur de l'anti-discrimination à la Direction générale de la démocratie et de la dignité humaine, concernant les mesures proposées pour donner suite à la Déclaration sur la situation des enfants d'Ukraine, notamment la création d'un groupe consultatif sur les enfants d'Ukraine. L'objectif de ce groupe sera de faciliter l'échange d'informations et d'offrir un cadre pour examiner les politiques relatives aux enfants ukrainiens résidant dans d'autres États membres du Conseil de l'Europe. Mis en place en tant que projet de coopération dans le cadre du Plan d'action du Conseil de l'Europe pour l'Ukraine « Résilience, relance et reconstruction » (2023-2026), et non en tant que groupe subordonné au CDENF, le groupe consultatif sera toutefois soutenu par le CDENF dans ses travaux et permettra de mener des actions de coopération avec d'autres organes du Conseil de l'Europe ainsi qu'avec des acteurs internationaux.

5. Le CDENF prend note de l'allocution de Nazar Tanasyshyn, vice-ministre ukrainien de la Politique sociale, qui salue la décision de créer le groupe consultatif et informe le comité des thématiques qu'il serait important, du point de vue des autorités ukrainiennes, d'aborder dans le cadre des travaux à venir, notamment l'accès aux informations et aux pratiques relatives aux enfants ukrainiens résidant dans des États membres du Conseil de l'Europe, le soutien aux personnes ayant la charge des enfants, aux familles qui les accueillent et aux enfants eux-mêmes, la garantie d'un accueil et d'une prise en charge de qualité pour les enfants évacués des structures d'accueil ukrainiennes, notamment les enfants handicapés, et une meilleure compréhension des différentes approches en matière de protection de l'enfance dans les États membres du Conseil de l'Europe.

4. Préparatifs en vue de la mise en place d'un groupe consultatif sur les enfants d'Ukraine

6. Le CDENF prend note des informations communiquées par Leyla Kayacik, Représentante spéciale de la Secrétaire Générale sur les migrations et les réfugiés, et se félicite de la volonté du Réseau de correspondants sur les migrations de porter des informations pertinentes à l'attention du groupe consultatif. Dans sa présentation, la Représentante spéciale évoque les principales difficultés qu'elle a rencontrées de manière récurrente lors de ses visites d'information et que lui ont signalées les correspondants, notamment la formation insuffisante des tuteurs, les différentes conceptions du rôle d'un tuteur, les questions soulevées dans le contexte de la réinstallation de grands groupes d'enfants évacués des établissements d'accueil, l'accès à l'éducation et aux soins de santé, ainsi que la mise en place d'un accompagnement psychologique pour aider les enfants à surmonter leurs traumatismes.

7. Le CDENF prend note du document d'information « Vers la mise en place d'un groupe consultatif sur les enfants d'Ukraine », approuve les méthodes et les modalités qui y sont décrites et confirme sa volonté de suivre et de soutenir les travaux du groupe.

8. Les délégations procèdent à un échange de vues et formulent des propositions sur les questions relatives à la protection des enfants ukrainiens pour lesquelles un échange multilatéral serait le plus utile, notamment les cadres juridiques en vigueur, l'accès aux services dans les États membres

(éducation, soins de santé, etc.), ainsi que les conseils sur la réforme du système ukrainien de protection et de prise en charge des enfants. Elles soulignent qu'il importe que les autres organisations européennes et internationales concernées participent au groupe consultatif, afin d'échanger des informations et d'assurer la complémentarité des actions. Les délégations proposent également d'associer les enfants ukrainiens aux travaux du groupe.

9. Le représentant de la Commission européenne se félicite de la création du groupe consultatif. Il souligne que ce dernier pourrait permettre de coordonner les échanges avec l'Ukraine, en particulier sur les cadres juridiques et politiques applicables, d'accompagner le pays dans sa réforme relative à la désinstitutionnalisation et de suivre ses progrès, ainsi que de faire l'état des lieux des services essentiels que les États membres mettent à la disposition des enfants ukrainiens.

10. Le CDENF convient que ses membres faciliteront la désignation des experts nationaux qui participeront au groupe consultatif au titre de leur pays et que le Secrétariat les contactera à cette fin. S'agissant du profil spécifique des membres du groupe consultatif, le CDENF convient que chaque État membre accueillant des enfants arrivés d'Ukraine devra nommer au moins un participant au sein du groupe, qui pourra être accompagné d'autres experts en fonction de la thématique à l'ordre du jour de chaque réunion. Les membres du groupe, qui seront des experts gouvernementaux ou seront désignés au nom du gouvernement, devront avoir une bonne vue d'ensemble et une bonne compréhension de la législation nationale relative à la protection de l'enfance et aux droits de l'enfant ainsi que des établissements et des services appropriés pour les enfants ukrainiens résidant sur leur territoire national. Ils devront également être en mesure de consulter les institutions, organisations et services nationaux concernés sur les thématiques pouvant être examinées dans le cadre des travaux du groupe consultatif, de travailler en coordination avec eux et d'avoir un bon niveau d'anglais. Le CDENF propose que les observateurs du Conseil de l'Europe et les organisations de la société civile aient également la possibilité de participer aux réunions du groupe consultatif.

11. Le CDENF charge le Secrétariat de consulter le Bureau, en tant que de besoin, au sujet des prochaines étapes de la mise en place et du fonctionnement du groupe consultatif et de rendre compte des progrès accomplis lors de sa prochaine réunion. Il lui demande également de tenir le Comité des Ministres informé des faits nouveaux concernant le groupe.

5. Avis demandés par le Comité des Ministres

12. Le CDENF prend note que son avis sur la Recommandation 2253(2023) de l'Assemblée parlementaire « Déportations et transferts forcés d'enfants et d'autres civils ukrainiens vers la Fédération de Russie ou les territoires ukrainiens temporairement occupés : créer les conditions de leur retour en toute sécurité, mettre fin à ces crimes et sanctionner leurs auteurs », tel qu'il l'a adopté par procédure écrite, a été soumis au Comité des Ministres.

6. Questions diverses

13. Marie-Cécile Rouillon, coordinatrice de la Commission européenne pour les droits de l'enfant, informe le CDENF du lancement de la plateforme de participation des enfants de l'UE et de son site web (<https://eu-for-children.europa.eu/>) ainsi que des préparatifs en vue d'une initiative de la Commission sur la protection de l'enfance (des consultations publiques ouvertes et un appel à contributions seront lancés à la mi-juillet).

14. Le CDENF convient de mener des consultations ciblées d'enfants dans certains États membres dans le cadre de l'examen de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2019)11 sur un régime de tutelle efficace pour les enfants non accompagnés et les enfants séparés dans le contexte de la migration et charge le Secrétariat de lancer un appel à manifestation d'intérêt auprès des délégations nationales.

15. Le CDENF convient de prolonger jusqu'au 29 septembre 2023 le délai de réponse au questionnaire en ligne sur la mise en œuvre de la recommandation CM/Rec(2019)11 sur un régime de tutelle efficace pour les enfants non accompagnés et les enfants séparés dans le contexte de la migration.

16. Le CDENF charge son Bureau d'examiner le questionnaire sur les droits de l'enfant et l'intelligence artificielle en vue de le transmettre aux membres du CDENF en fixant le délai de réponse à la fin du mois d'août 2023.

7. Dates et lieux des prochaines réunions

17. Le CDENF prend note des dates des prochaines réunions :
- **28 septembre 2023 (matin)** : lancement de l'étude cartographique sur les Barnahus (en ligne pour les membres du CDENF et les membres du Comité de Lanzarote) ;
 - **14-16 novembre 2023, Strasbourg** : 8^e réunion plénière du CDENF (session conjointe avec le CDCJ le 16 novembre) ;

Bureau du CDENF

- 28-29 septembre 2023, Strasbourg : réunion du Bureau

Organes subordonnés

- 4-6 octobre 2023, Strasbourg : 8^e réunion du CJ/ENF-ISE
- 11-12 octobre 2023, Strasbourg : 2^e réunion de l'ENF-VAE

11. Approbation du rapport abrégé de la réunion

18. Le CDENF adopte le rapport abrégé de la réunion à l'issue de celle-ci.

Annexe I

Agenda

-
1. **Ouverture de la réunion**

 2. **Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux**

 3. **Déclaration de la présidente et du secrétariat**

 4. **Préparatifs en vue de la mise en place d'un groupe consultatif sur les enfants d'Ukraine**

 5. **Avis demandés par le Comité des Ministres**

 6. **Questions diverses**

 7. **Dates et lieux des prochaines réunions**

 8. **Approbation du rapport abrégé de la réunion**

Annexe II
Liste des participants

MEMBERS / MEMBRES

ALBANIA / ALBANIE	
ANDORRA / ANDORRE	Ambassadeur Joan Forner Rovira Représentant permanent de la Principauté d'Andorre auprès du Conseil de l'Europe
ARMENIA / ARMENIE	Anahit Khachatryan Responsable de l'Unité pour la protection des droits de l'enfant Bureau du Défenseur des droits de l'homme en Arménie
AUSTRIA / AUTRICHE	Alina Seel Cheffe de service Direction générale VI - Famille et Jeunesse Service VI/6 - Droit de la famille et droits de l'enfant Chancellerie fédérale autrichienne
AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN	
BELGIUM / BELGIQUE	Joost Van Haelst Responsable des politiques des droits de l'enfant, Département de la culture, de la jeunesse et des médias du Gouvernement flamand Valérie Gengoux SPF Justice Direction générale Législation, Droits fondamentaux et Libertés Service de la politique criminelle
BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE ET HERZÉGOVINE	
BULGARIA / BULGARIE	Teodora Ivanova Présidente de l'Agence nationale pour la protection de l'enfance Milena Anastasova Experte principale Agence nationale pour la protection de l'enfance Dimitar Kolev Expert principal Direction « Politiques et programmes pour l'enfance, développement stratégique et coordination » Agence nationale pour la protection de l'enfance
CROATIA / CROATIE	
CYPRUS / CHYPRE	
CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	
DENMARK / DANEMARK	Oscar Hermund Olsen Relations juridiques et internationales Ministère des Affaires sociales, du Logement et des Personnes âgées Emma Ziegler Steen Juriste Représentation permanente du Danemark auprès du Conseil de l'Europe
ESTONIA / ESTONIE	

FINLAND / FINLANDE	
FRANCE	Ombeline Lesselier Chargée de mission Secrétariat d'État chargé de l'enfance
GEORGIA / GÉORGIE	
GERMANY / ALLEMAGNE	Alina Koppe Conseillère juridique Unité Droits de l'enfant aux niveaux national et international Ministère fédéral de la Famille, des Personnes âgées, de la Femme et de la Jeunesse Tanja Florath Unité UE Ministère fédéral de la Famille, des Personnes âgées, de la Femme et de la Jeunesse
GREECE / GRÈCE	Panagiota Margaroni Responsable Service des relations avec les organisations internationales Direction des relations internationales Ministère du Travail et des Affaires sociales
HUNGARY / HONGRIE	
ICELAND / ISLANDE	
IRELAND / IRLANDE	Allayne Cassidy Agent administratif Ministère de l'Enfance, de l'Égalité, de l'Intégration et de la Jeunesse Bridget Wilson Ministère de l'Enfance, de l'Égalité, de l'Intégration et de la Jeunesse
ITALY / ITALIE	Alfredo Ferrante Responsable d'unité Service des politiques familiales - Relations internationales Cabinet du Premier ministre
LATVIA / LETTONIE	
LIECHTENSTEIN	
LITHUANIA / LITUANIE	
LUXEMBOURG	Roberta Spoto Attachée juridique Représentation permanente du Luxembourg auprès du Conseil de l'Europe
MALTA / MALTE	Jonathan Silvio Directeur (élaboration des politiques et mise en œuvre des programmes) Ministère de la politique sociale et des droits de l'enfant
REPUBLIC OF MOLDOVA / RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	
MONACO	

MONTENEGRO	
NETHERLANDS / PAYS-BAS	<p>Dona Walstra Responsable politique Direction des personnes déplacées ukrainiennes Ministère de la Sécurité et de la Justice</p> <p>Siobhan Kuin Groupe de travail Russie-Ukraine Ministère des Affaires étrangères</p> <p>Laura van Hoof</p>
NORTH MACEDONIA / MACEDOINE DU NORD	
NORWAY / NORVEGE	<p>Solvor Bäcklund Conseillère principale Service de l'éducation Direction norvégienne de l'enfance, de la jeunesse et des affaires familiales</p>
POLAND / POLOGNE	<p>Magdalena Witkowska Bureau du gouvernement plénipotentiaire pour la politique démographique Ministère polonais de la Famille et de la Politique sociale</p> <p>Joanne Kocot Bureau du gouvernement plénipotentiaire pour la politique démographique Ministère polonais de la Famille et de la Politique sociale</p>
PORTUGAL	<p>Rosário Farmhouse (présidente du CDENF) Présidente de la Commission nationale pour la promotion des droits et la protection des enfants et des jeunes</p> <p>Célia Chamiça Responsable Commission nationale pour la promotion des droits et la protection des enfants et des jeunes</p>
ROMANIA / ROUMANIE	
SAN MARINO / SAINT-MARIN	
SERBIA / SERBIE	
SLOVAK REPUBLIC / RÉPUBLIQUE SLOVAQUE	
SLOVENIA / SLOVENIE	<p>Ružica Boškic Secrétaire Ministère du Travail, de la Famille, des Affaires sociales et de l'Égalité des chances</p>
SPAIN / ESPAGNE	
SWEDEN / SUEDE	
SWITZERLAND / SUISSE	<p>Jean-Marie Bouverat Affaires internationales Secteur Organisations internationales</p>

	Office fédéral des assurances sociales Ulrike Dobretsberger Secrétariat d'État aux migrations
TÜRKIYE	Ömur Göktürk Spécialiste des questions familiales et sociales Ministère de la Famille et des Services sociaux Rumeysa Ceylan Ministère de la Famille et des Services sociaux
UKRAINE	Nazar Tanasyshyn Vice-ministre de la Politique sociale Alla Perfetska Expert d'État, groupe d'experts sur le soutien aux populations vulnérables de la direction du développement numérique et des services sociaux, ministère de la Politique sociale
UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI	Mark Gorey Adjoint au Représentant permanent auprès du Conseil de l'Europe

CoE Observers / Observateurs CdE

MEXICO / Mexique	José Alfonso Suarez del Real y Aguilera Observateur permanent du Mexique auprès du Conseil de l'Europe
-------------------------	--

INTERNATIONAL ORGANISATIONS / ORGANISATIONS INTERNATIONALES

European Commission / Commission européenne	<p>Marie-Cécile Rouillon Coordinatrice de la Commission européenne pour les droits de l'enfant</p> <p>Isabela Atanasiu Conseillère juridique Direction générale des migrations et des affaires intérieures (DG-Home)</p> <p>Ulrike Dobretsberger Chargée des politiques Direction générale des migrations et des affaires intérieures (DG-Home)</p> <p>Alexander Ivantchev Chargé des relations internationales Direction générale de la justice et des consommateurs (DG-Just)</p> <p>Nilde Robotti Chargée des questions de vulnérabilité Agence de l'Union européenne pour l'asile (AUEA)</p> <p>Virginie Arslan Chargée des politiques Division Ukraine Service européen pour l'action extérieure (SEAE)</p>
--	--

Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA)	Monica Gutierrez Arques Spécialiste des droits de l'enfant Migration et asile Unité Justice, numérique et migration
United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) / Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR)	Angela Moore Coordonnatrice principale de la protection communautaire, Bureau régional du HCR pour l'Europe Delphine Leneutre Legal Associate / <i>Associée juridique</i> Représentation du HCR auprès des institutions européennes à Strasbourg Nabil Benbekhti Juriste principal Bureau régional du HCR pour l'Europe Valentin Mengus Stagiaire juridique - Représentation du HCR auprès des institutions européennes à Strasbourg
UNICEF	Ina Verzivoli Spécialiste de la protection de l'enfance Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale

OBSERVERS / OBSERVATEURS

EUROCHILD	Mieke Schuurman Directrice, Droits de l'enfant et renforcement des capacités
Missing Children Europe	Alyona Samar Responsable de projet
Hope for Children – CRC Policy Center	Katerina Melissari Coordinatrice du Service de la protection de l'enfance

ORGANS AND COMMITTEE OF THE COUNCIL OF EUROPE / ORGANES ET COMITÉS DU CONSEIL DE L'EUROPE

Special Representative of the Secretary General on Migration and refugees / Représentante spéciale de la Secrétaire Générale sur les migrations et les réfugiés	Leyla Kayacik Special Representative / <i>Représentante spéciale</i>
Committee of Experts on Roma and Traveller Issues (ADI-ROM) / Comité d'experts sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage (ADI-ROM)	Malgorzata Milewska Rapporteur de l'ADI-ROM sur les enfants

SECRETARIAT / SECRETARIAT

Secretariat of the Parliamentary Assembly / Secrétariat de l'Assemblée parlementaire	Jannick Devaux Secretary of the Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development / <i>Secrétaire à la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable</i>
Secretariat of the Congress of Local and Regional Authorities / Secrétariat du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux	Maren Lambrecht-Feigl Secretary of the Current Affairs Committee / <i>Secrétaire de la Commission des questions d'actualité</i>

Office of the Commissioner for Human Rights / Bureau de la Commissaire aux droits de l'homme	Charlotte Altenhoener-Dion Adviser / Conseillère
DGI – Directorate General Human Rights and Rule of Law / Direction General droits humains et État de droit	Olga Kostenko Justice and Human Rights Training / Justice et formation droits humains Nelea Bugaevski Cooperation and Communication / Coopération et Communication Office of the Special Representative of the Secretary General on Migration and refugees / Bureau de la Représentante spéciale de la Secrétaire Générale sur les migrations et les réfugiés Sylvie Bollini Senior Adviser / Conseillère principale Anne Kayser Adviser / Conseillère
DGII – Directorate General of Democracy / Direction générale de la Démocratie	Directorate of Anti-Discrimination / Direction de l'anti-discrimination Jeroen Schokkenbroek Director / Directeur Gisella Gori Advisor on Strategy and Work Co-ordination / Conseillère en stratégie et coordination des activités Children's Rights and Sport Values Department / Service des droits des enfants et des valeurs du sport Irena Guidikova Head of Department / Cheffe de service Secretariat to the Steering Committee for the Rights of the Child / Secrétariat du Comité directeur pour les droits de l'enfant Regina Jensdottir Children's Rights Co-ordinator, Head of the Children's Rights Division / Coordinatrice des droits des enfants, Cheffe de la Division des droits des enfants Katrin Uerpmann Secretary to the Steering Committee for the Rights of the Child / Secrétaire du Comité directeur pour les droits de l'enfant Gioia Scappucci Executive Secretary to the Lanzarote Committee / Secrétaire exécutive du Comité de Lanzarote Zeynep Usal-Kanzler Co-Secretary to the Steering Committee for the Rights of the Child / Co-secrétaire du Comité Directeur pour les droits

	<p><i>de l'enfant</i> Programme Officer / <i>Responsable de programme</i></p> <p>Naomi Trewinnard Legal Adviser / <i>Conseillère juridique</i></p> <p>Zarahi Gasparyan Head of Cooperation Unit a.i. / <i>Cheffe de l'unité coopération a.i.</i></p> <p>Maria Asensio-Velasco Assistant Lawyer / <i>Juriste assistante</i></p> <p>Valérie Giret-Lerch Assistant / <i>Assistante</i></p>
<p>Interpreters / <i>Interprètes</i></p>	<p>Katia Di Stefano</p> <p>Clarissa Worsdale</p>